

LA COURTE ECELLE

Solidaires
Finances
Publiques

SECTION du CALVADOS



*Edito, inversons collectivement la tendance, la crise, Grand
lancement de la démarche stratégique, Les indicateurs à la baisse ?
Dispositif d'intéressement collectif 2013 et prime de rendement...*

N°86

Edito

Depuis plusieurs années, la hausse des charges de travail, l'extrême complexité des nouvelles législations, les évolutions informatiques, les réformes de structures, la baisse des moyens humains et matériels aggravent chaque jour un peu plus les conditions de vie au travail.

Au plan national et local, nous ne manquerons aucune occasion d'interpeler nos dirigeants, petits et grands, nos élus, la presse et le public afin de démontrer que le service public doit être défendu. et renforcé, qu'aucun amalgame ne doit être fait entre la faute de quelques uns et l'ensemble des agents de la DGFIP.

Inversons collectivement la tendance

Affirmons d'abord ensemble notre vision de ce que doit être la DGFIP : un service public ,au service de ses publics et de l'intérêt général ; une administration de contrôle avant d'être une administration de services ; l'outil de la lutte contre les fraudes fiscales et du contrôle de la bonne utilisation des deniers publics ; une administration de conseil aux collectivités ; une administration de proximité garantissant un accès égalitaire au service public...

Affirmons aussi ensemble que nos missions sont essentielles et prioritaires.

Affirmons encore ensemble que nous y sommes attachés.

Affirmons enfin que nous exigeons les moyens de pouvoir les exercer pleinement, et la reconnaissance de nos engagements.

Notre propos n'est ni archaïque, ni fermé aux évolutions utiles et nécessaires. Il s'appuie sur une vision humaniste et citoyenne du service public.

Signez le manifeste des agents de la DGFIP en ligne : proposé par l'ensemble des Organisations Syndicales de notre ministère, il a recueilli à ce jour plus de 14000 signatures, il est très regardé par les pouvoirs publics.



**La force de tous
les agents de la DGFIP**

8ème échelon du C : très bientôt une réalité



Revendiqué depuis 2006 par Solidaires Finances Publiques, le projet de nouveau décret a été examiné et approuvé au Conseil supérieur de la Fonction Publique le 30 avril 2013.

Nous espérons sa mise en place effective au 1er juillet 2013 pour les agents de 4 ans d'ancienneté ou plus dans le 7ème échelon si le décret est signé en juin. Solidaires Finances Publiques avait déposé un amendement en vue d'obtenir une prise de rang dès le 7 février 2013, date de l'annonce ministérielle. Malheureusement certaines organisations syndicales se sont abstenues et l'amendement visant à obtenir un effet rétroactif n'a pas pu être examiné et voté.

Mais nous attendons toujours la mise en place de l'abrogation du jour de carence promise par notre ministre de la fonction publique le 31 janvier 2013

Comité Technique Local du 6 juin 2013

- Ce comité a été l'occasion d'une première rencontre avec notre nouveau Directeur qui nous a affirmé qu'il serait le relais loyal des politiques gouvernementales.
- Basé sur des indicateurs dont on connaît la perversité du système, la Direction, lors de la présentation de son rapport d'activité annuel pour 2012, s'est félicitée des bons résultats du département.
- A la demande des agents de la Trésorerie de Condé sur Noireau, la Trésorerie sera dorénavant fermée au public les mercredis, les seuls agents présents ce jour ne pouvant plus assurer la réception. Si cette demande est parfaitement compréhensible, cette situation du fait de la DGFIP et de sa politique calamiteuse de l'emploi devrait conduire à d'autres mesures similaires, voire à terme conduire à des fermetures de sites. Notre nouveau directeur nous a assuré qu'aucune fermeture n'était annoncée pour 2013 et 2014. A suivre...
- Lors de ce CTL, nous avons obtenu du président que les ALD qui changent souvent de résidence, trop souvent pénalisés lors de la notation, ne soient plus notés par leur chef de service mais par la Direction.
- Nous avons également obtenu la présence du médecin de prévention lors des prochains CTL pour l'examen du Tableau de Bord de Veille Social, (TBVS) ce qui nous permettra d'avoir une véritable vision de la situation de nos conditions au vie au travail plutôt qu'une froide vision statistique souvent trompeuse.

Le recours en révision en CAPL de l'entretien professionnel

Pour rappel, vous devez déposer votre recours auprès du président de la CAPL compétente dans les 30 jours à compter de la date de notification de la réponse de l'autorité hiérarchique à l'agent (date d'accusé réception par l'agent).

Cette requête doit être motivée et rédigée sur l'imprimé n° 100-SD disponible sur le portail, rubrique :
doc > imprimés > ressources humaines et budgétaires > notation.

Ne restez pas seul, faites-vous aider par un militant syndical qui vous guidera le long de votre recours et défendra votre dossier en CAPL

Les CAPL se tiendront à la rentrée pour les deux filières (dates prévues le 10 septembre pour les cadres B et A, le 12 septembre pour les cadres C)



Campagne IR 2013

Globalement, les agents du département n'ont pas remarqué de hausse du volume de réception, celui-ci étant déjà tellement élevé depuis quelques années que la hausse annoncée selon les chiffres de la direction n'a pas été significative en terme de ressenti. C'est plutôt l'allongement du temps de réception qui a été noté du fait de la complexité croissante de la législation notamment au niveau des crédits d'impôts liés au travaux, complexité qui a nécessité la création d'une nouvelle déclaration spécifique annexe, vendue par la centrale dans les mesures de simplification. De quoi s'étrangler ! (et pas de rire !)

Le fait de ne plus produire de justificatifs est source d'inquiétude pour les agents. Les erreurs ne sont plus détectables lors du contrôle formel de la déclaration avant saisie et quid du contrôle sur pièce ?

Pour citer la Ministre de la fonction Publique Marilyse LEBRANCHU le 29 mai sur le site l'Entreprise : « Au lieu de demander de nombreux justificatifs pour donner droit à une réduction d'impôt, la DGFIP a décidé de ne plus en demander autant, mais d'augmenter ses contrôles »

Oui Madame la Ministre, mais avec quels moyens humains ? Et quel niveau de contrôle en terme d'enjeu ?

A titre d'exemple, une requête avec 200 € de plafond de réduction ou crédit concernerait 17600 personnes sur les 3 CDI Caen.



Un nouveau gestionnaire de file d'attente



84 mesures de simplifications présentées sur ULYSSE depuis octobre 2012

PROLIFERATION SIMPLIFICATRICE

Entrée jeune agent aux impôts en 1997, déjà je m'informai des différentes campagnes de simplifications successives dans le but inavouable de passer des concours.

Aujourd'hui, je travaille avec 10 fois plus d'applications informatiques et je me casse la tête avec des notes rédigées sur commande des énarques et probablement (du moins je l'espère) compréhensibles par eux-seuls. Mon Code Général des Impôts et mes brochures pratiques ont doublé de volume (pas mon cerveau, dommage).

Heureusement, 25 nouvelles mesures vont venir alléger la campagne de déclaration de l'impôt sur le revenu !

Sans préjuger du bilan de ces simplifications, je m'interroge :

- 118 nouvelles cases sur la 2042 C imposées par les « simplifications » législatives
- création d'une nouvelle déclaration 2042 QE (bouquets de travaux) « compte tenu de l'augmentation très forte cette année de la complexité des conditions d'attribution du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale » dicit la fiche de simplification de la DGFIP



MOUVEMENT NATIONAL B :

Garanties obtenues pour la CAP de mutations des contrôleurs

La situation des emplois à la DGFIP est catastrophique : 1167 postes de contrôleurs ne sont pas pourvus, toutes filières confondues. Un grand nombre de départs en retraite est d'ores et déjà prévisible, ce déficit va donc s'aggraver.

L'administration justifie le blocage des mutations des agents de la DGFIP par la nécessité de répartir la pénurie d'effectif. C'est de sa responsabilité !

Ainsi pour la CAPN des contrôleurs de la filière fiscale, la Direction Générale n'a pas jugé utile de prononcer la totalité des mouvements possibles, laissant ainsi un trop grand nombre de collègues loin d'une résidence désirée, et pourtant accessible car en sous-effectif !

Après 2 interruptions de séances en CAP et une audience en intersyndicale auprès de M PERRIN, chef de service RH, la Direction Générale s'est engagée à :

- utiliser au maximum les marges de recrutements encore disponibles pour 2013 (appel de la liste complémentaire du concours interne de B pour 149 agents et de l'intégralité de la liste complémentaire du C pour 500 agents)
- procéder à une politique de recrutement ambitieuse dès 2014 à la hauteur des besoins. L'effort se portera particulièrement sur les catégories C et B avec un signe fort donné sur le concours interne spécial de contrôleur,
- réaliser un mouvement de mutation filière gestion publique qui utilise au maximum les vacances de postes présentes sur tout le territoire,
- prendre en compte toutes les nouvelles vacances de postes pour le mouvement de la filière fiscale. De plus, dans le cadre des travaux de la CAP, une attention toute particulière sera portée sur l'ensemble des départements ayant des demandes non satisfaites au stade du projet.

Devant ses garanties, portées par le chef de service RH, l'intersyndicale a décidé de reprendre les travaux de la CAP le mardi 11 juin.

L'administration communiquera aux élus les résultats définitifs dans le cadre des « suites » qui sont, à ce stade, maintenues au 4 juillet (fin d'après-midi).

Le Directeur reconnaît pour la première fois que la gestion prévisionnelle des effectifs est défaillante comme démontré dans le cadre des débats lors des déclarations liminaires des élus en CAP.



Le dernier mouvement de mutations
(ils sont tous sur la photo)

Calendrier des CAPL Affectation Locales

Compte tenu des appels tardifs des listes complémentaires C et B, ces dates sont susceptibles d'être modifiées.

	Filière	Mouvement Définitif	Date CAPL
Catégorie C	FGP et FF	13/06/2013	4 juillet 2013
Catégorie B	FGP	13/06/2013	4 juillet 2013
Catégorie B	FF	05/07/2013	19 juillet 2013
Catégorie A	FGP et FF	28/06/2013	16 juillet 2013

Dispositif d'intéressement collectif 2013 et prime de rendement

Extrait du message de notre DG Bruno BEZARD : « Je suis heureux que ces résultats permettent de récompenser, **de manière tangible**, les efforts de chacun et chacune d'entre vous »

Rappelons à Monsieur Bézard que le point d'indice est gelé depuis plus de 3 ans, qu'il sera prolongé en 2014, que le montant net de notre traitement a baissé, lui de manière **tangible**, avec l'augmentation des prélèvements obligatoires, et que nous attendons toujours un rattrapage **tangible** de notre pouvoir d'achat.

La valeur du point de la prime de rendement reste bloquée à 39,54€. Il n'a pas varié depuis 2011 et encore n'a-t'il été revalorisé en 2011 que de 0,25 %.



DGFIP: La machine à produire toujours plus, toujours plus, toujours plus....avec toujours moins

Après 5 années de fusion et plus de 3 ans d'harmonisation, les agents n'y trouvent toujours pas leur compte. Solidaires Finances Publiques continue à réclamer une revalorisation des primes et indemnités à la DGFIP, ainsi que la transparence et la lisibilité dont tous les agents doivent bénéficier quant à leur rémunération. Solidaires Finances Publiques revendique également la réduction des écarts indemnitaires entre les différents grades et catégories.

A quand la transparence et une revalorisation ?



LA CRISE

(c'est joliment dit ...)

Les problèmes des boulangers vont croissant ... Alors que les bouchers veulent défendre leur beefsteak , les éleveurs de volailles se font plumer, les éleveurs de chiens sont aux abois, les pêcheurs haussent le ton ! Et bien sûr, les éleveurs de porcs sont " dans la merde", tandis que les céréaliers sont "sur la paille".

Par ailleurs, alors que les brasseurs sont sous pression, les viticulteurs trinquent. Heureusement, les électriciens résistent (OHM SWEET OHM).

Mais pour les couvreurs, c'est la tuile et certains plombiers prennent carrément la fuite. Dans l'industrie automobile, les salariés débrayent, dans l'espoir que la direction fasse marche arrière.

Chez EDF, les syndicats sont sous tension, mais la direction ne semble pas au courant. Les cheminots voudraient garder leur train de vie, mais la crise est arrivée sans crier gare, alors ...

Les veilleurs de nuit, eux, vivent au jour le jour. Pendant que les pédicures travaillent d'arrache-pied, les croupiers jouent le tout pour le tout, les dessinateurs font grise mine, les militaires partent en retraite, les imprimeurs dépriment et les météorologistes sont en dépression . Les prostituées, elles, se retrouvent à la rue.

Camarades, c'est vraiment une mauvaise passe

Rencontre avec les élus locaux

Dans le cadre de notre campagne « On ne lâche rien ! », nous avons rencontré 3 élus du département.

- Clotilde VALTER : députée 3ème circonscription du Calvados
- Marc ANDREU SABATER : conseiller général, assistant parlementaire et maire St Germain de Taillevende
- Laurence Dumont : députée de la 2ème circonscription du Calvados

Ces rencontres ont été l'occasion de faire connaître voire reconnaître les revendications de Solidaires Finances Publiques et les conditions réelles d'exercice de nos missions.

Nous réitérerons ces rencontres avec d'autres élus

STOP AUX IDEES RECUES : LE SALAIRE MOYEN DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Depuis des années, les médias communiquent des chiffres absurdes de sens en voulant faire croire (ce qui arrange bien certains qui gèlent nos traitements et nos promotions) que les fonctionnaires sont des nantis.

Nous agents des finances publiques, matraqués de statistiques détournées et arrangées, ne sommes pas dupes et savons que l'on peut faire dire aux chiffres ce que l'on veut.

Ainsi le salaire net moyen d'un fonctionnaire d'État était de 2459 € par mois en 2010 (source rapport 2013 de la Fonction Publique)

Et là, réactions diverses, on tousse, on s'étrangle, on croit qu'on a mal lu.....

Et oui, on a beau ne pas avoir fait l'ENA, mais l'ENI, on comprendra bien que l'armée mexicaine de nos cadres A+ généreusement harmonisés et indemnisés par et pour la fusion fait artificiellement augmenter la moyenne ; et ce d'autant plus vite que l'effectif les catégories les moins bien payées telle que celle des agents C fond comme neige au soleil.

Alors quand on ose nous dire que nos rémunérations augmentent en moyenne

tous les ans, on nous prend vraiment pour des C...

On se demande comment Ils croient pouvoir nous faire ingurgiter des lois si complexes et en même temps considérer que nous avons le cerveau d'un mollusque.



LA SMICARDISATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE

945 500 agents actifs de la fonction publique bénéficient au 01/01/2013 d'un coup de pouce pour s'aligner à hauteur du SMIC ou à peine au dessus après quelques années d'ancienneté. A la DGFIP, un jeune cadre touche en brut mensuel par rapport au SMIC :

- * 5,12 € de plus pour un cadre C issu du concours
- * pour un cadre B 23,60 € de plus
- * et un cadre A débute au SMIC + 13 %

Pour ceux qui ne bénéficient pas de la mesure, il reste la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), Pour faire « simple », la GIPA est une indemnité destinée à compenser la perte de pouvoir d'achat consécutive à une évolution du point d'indice inférieure à l'inflation.

La réalité est une formule tarabiscotée à la sauce administrative dont la recette et la calculatrice est en ligne sur notre site national.

Alors après des années d'augmentation à 0,5 % par an, puis 3 années à 0,

Bientôt tous smicards ou gipards

— T'AS FAIT LE STAGE DÉONTOLOGIE ?
— Non et toi ?



En 2013, stage déontologie pour tous les agents de la DRFIP 14

La RGPP est « morte », la MAP est née !

La Révision Générale des Politiques Publiques voulue par le président Sarkozy devient la Modernisation de l'Action Publique sous le gouvernement Hollande, mais au fond, qu'est ce çà change ?

Le premier Ministre annonce la couleur dès le début : « **le gouvernement se fixe une nouvelle ambition pour une action publique plus cohérente, et plus efficace inscrite dans un cadre respectueux de la trajectoire de redressement de nos finances publiques** ».

Comme ces choses là sont bien dites ! Autrement traduit par Solidaires : comment simplifier et moderniser les services publics dans un contexte d'austérité !! Sommes-nous si ringards qu'il faille en permanence nous « moderniser » ? Sommes-nous encore sous l'ère de Courteline ?

Derrière ce mot de modernisation se cachent, en réalité, de nombreuses atteintes au bon fonctionnement de l'action publique qui depuis trop d'années obéît au concept : « toujours plus ...avec moins ».

Les cinq années que nous venons de vivre illustrent bien cette situation dégradée. Comme pour la RGPP, l'objectif affiché est de répondre aux attentes des « usagers », comme si c'était eux qui revendiquaient moins d'hôpitaux, moins de présences des services publics sur le territoire, moins de contacts humains et plus de relations informatiques ! Tout est fait pour instrumentaliser l'utilisateur en disant qu'il sera consulté... de quelle manière ?

Tout cela cache, encore une fois, une approche comptable des choses puisqu'en réalité, autour des notions de simplifications (parfois nécessaires) de rationalisations (pas toujours pertinentes) tout est mis en œuvre pour répondre à l'objectif chiffré de réduire les dépenses publiques de 65 milliards sur cinq ans.

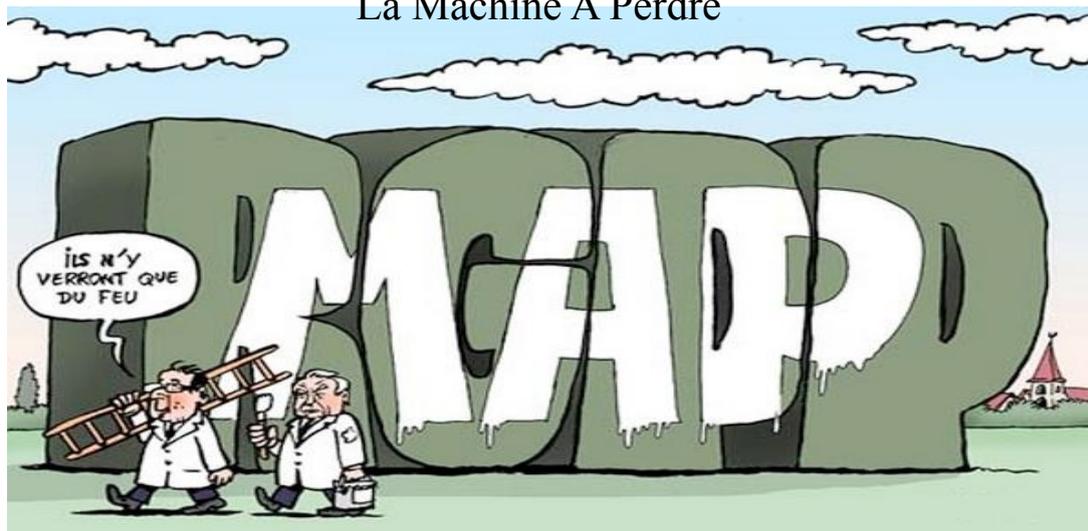
Déstructurations, dysfonctionnements, désillusions sont le lot commun des agents des services publics qui malgré tout, grâce à leur conscience professionnelle chevillée au corps, tentent de maintenir le navire à flot.

Cette façon de faire s'est fortement illustrée dans le processus RGPP. La MAP ne risque t'elle pas de prendre le même chemin ?

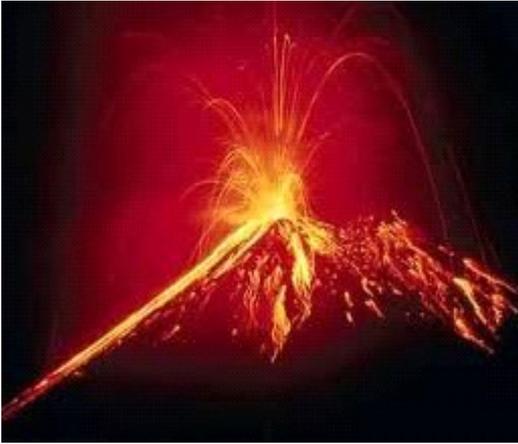
Au delà des beaux discours et au nom de l'exemplarité dont doit toujours faire preuve Bercy, c'est bien la triple peine pour les agents de la DGFIP : suppressions des effectifs, dégradations des conditions de vie au travail et gel de point d'indice.

Pour Solidaires, la priorité c'est bien de renforcer le service public et cela ne peut pas passer par une politique du « toujours moins ».

La Machine A Perdre



Démarche stratégique : La DGFIP en fusion



Annoncée par la DG comme le fruit d'une grande concertation avec les agents et dans un premier temps catalogue fourre-tout de mesures diverses, la démarche stratégique sera présentée officiellement au Comité Technique de Réseau le 9 juillet 2013.

Les mesures de la première version de la démarche stratégique présentée aux organisations syndicales dessinent une DGFIP profondément bouleversée avec un véritable plan triennal d'adaptation de nos méthodes de travail et de notre organisation territoriale.

Au programme, on retrouve une montée en puissance de la région et de l'inter-région, la décentralisation, des transferts et des concentrations de missions, des fusions de services, des pôles départementaux, des modifications du maillage territorial, la dématérialisation généralisée...

Quelques exemples plus concrets :

- fusion des services identiques (SIP, SPF, SIE) sur un même site
- spécialisation des SPL sur un domaine précis (hôpitaux...)
- suivi départemental des procédures collectives
- reprise de la fusion CDI-CDIF

Cette liste non exhaustive suscite déjà la plus vive inquiétude des OS sur fond de tutelle préfectorale.

Les indicateurs à la baisse ?

C'est en tout cas ce que paraissent marquer les termes du courrier du DG à ses collaborateurs - *Moins d'indicateurs, nous passerions de 81 (c'est énorme !) à 28.*

- *Le nombre maximal d'indicateurs assortis de cibles chiffrées est fixé à 5 par structure infra départementale.*
- *Les données statistiques afférentes à la mesure de l'activité (repères d'activité) ne devraient plus donner lieu à des objectifs chiffrés.*



Scientists from the RAND Corporation have created this model to illustrate how a "brain computer" could look like in the near future. However the needed technology will not be economically feasible for the average home. Also the scientists readily admit that the computer will require our yet unlearned technology to actually work. But in years from now scientific progress is expected to solve these problems. With tele-type interface and the French language, the computer will be easy to use and only

M BEZARD devant sa machine

Au-delà, le Directeur général entend impulser une rénovation du dialogue de gestion et du pilotage de l'activité : plus de soutien et d'accompagnement, moins de quantitatif et plus de qualitatif devraient être les maîtres mots de cette évolution annoncée et promise.

Sous la plume de Bruno Bézard, on peut même lire une condamnation du "bidouillage" des indicateurs !

Sommes-nous face à une révolution de palais ou allons-nous assister à un changement profond ?

Comment les chefs de service appréhenderont ils cette nouvelle donne ? L'avenir proche viendra répondre à ces questions et nous jugerons sur pièces et sur place.

Une chose est sûre cependant, il faudra que la DGFIP demeure performante

En attendant, toujours rien de concret dans les services, toujours des chefs de services (sous couvert de la direction) qui chipotent pour 0,05 % de différence entre les indicateurs d'une année sur l'autre et surtout, ne JAMAIS se poser les bonnes questions : sommes nous toujours assez nombreux pour tenir ces indicateurs

N^{ème} réforme des retraites

Cette année, pas de coupe du monde de foot, ni de JO, mais comme tous les 3 ou 4 ans, c'est une année de réforme des retraites. 20 milliards à trouver d'ici 2020.

20 milliards. Et si on jouait tous au loto ? Mauvaise idée on joue déjà tous au loto, à l'Euromillion, au poker, au bingo....

Sinon, on a bien une petite idée, nous aux finances publiques. On a entre 60 et 80 milliards d'Euros qui s'évaporent chaque année, qui voyagent sans trop de souci, alors qu'ils seraient si bien chez nous.

Et si tout bêtement (je sais c'est bête comme idée) on disait stop à toute cette fraude, vous ne croyez pas qu'avec un peu de bonne volonté, on n'arriverait pas à trouver 3 ou 4 milliards par an pour les retraites, hein ? Si on nous donner les moyens de bosser. Si on arrêta les suppressions de postes, les restructurations aveugles plus coûteuses qu'elles ne rapportent. Si on nous dotait de lois qui nous permettraient de traquer ces délinquants en col blanc jusque dans leur paradis factices.

Puisque notre administration est demandeuse de suggestions, hé bien je suggestionne.

Et suis comme je suis grand prince, je fais cadeau des quelques dizaines de milliards d'Euros qui restent aux hôpitaux, aux écoles et à la recherche et avec les centimes, c'est barbecue géant pour tous



MEMBRES DU BUREAU

Jean Christophe CAMAX, Secrétaire de section,, Christine CAILLEBOTTE, Chantal LEPOULTIER, Agnès BRAUNSHAUSEN, Brigide GUYON, Secrétaires Adjointes

Anne COLLIN,, Annie BINARD, Antoinette LABBE, Carine TREFEU, Céline KAWA, Christine GILL, Christophe CUSSET, Fanny LOISEL, Laurence HERSENT, Ludovic PIQUOT, Nadine GAUTIER, Marc GAHERY, Philippe LAROCHE, Véronique CUSSET.
